

Au fur et à mesure que le pays sombre dans le chaos, les divergences affleurent entre les anciens du lycée franco-arabe de Damas, fleuron du système éducatif syrien des années 1930 à 1960. Une discorde emblématique des déchirements que provoque le soulèvement anti-Assad dans le monde arabe

**BENJAMIN BARTHE**

Ils avaient prévu de se retrouver à Damas, de déambuler sous les treilles de la vieille ville, de trinquer dans l'un de ses patios ombragés. Ils se réjouissaient à l'idée de ranimer leur camaraderie d'antan, de communier dans le souvenir de ce bon vieux lycée, auquel ils doivent tant. Et puis la guerre est arrivée, et la politique s'en est mêlée. Déprimés par les images de leur pays en ruine, divisés entre ceux qui soutiennent la révolution et ceux qui en ont peur, les anciens du lycée franco-arabe de Damas, fleuron du système éducatif dans la Syrie des années 1930 à 1960, ont dû renoncer à se retrouver.

Trop de deuils, de brouilles et de désarroi. La joyeuse amicale qu'ils avaient formée il y a dix ans – un club de vieux franco-phones distingués qui ont souvent fait de belles carrières à l'étranger – est désormais en friche. Les uns et les autres se querellent à longueur d'e-mails, sur la place des islamistes dans la rébellion, le jeu des pétromonarchies du Golfe ou la pertinence d'une intervention militaire étrangère. Une discorde emblématique des déchirements que provoque le soulèvement anti-Bachar Al-Assad dans l'ensemble du monde arabe.

Parmi les anciens, beaucoup ont élu domicile à Paris. Il y a par exemple Farouk Mardam Bey, 69 ans, une figure de l'intelligentsia arabo-parisienne, ex-tête pensante de l'Institut du monde arabe, aujourd'hui éditeur chez Actes Sud. « Je refuse d'ouvrir les e-mails que m'envoient mes condisciples, confie cet ardent partisan de la révolution. Il y a trop de textes qui, sous couvert d'anti-impérialisme, viennent à légitimer le régime Assad. Je les efface tout de suite. Je préfère garder mes souvenirs d'enfance intacts. » Il y a aussi Sami Chatila, 68 ans, un ex-ingénieur, résident de Neuilly, qui, sitôt son « bachot » en poche, est parti travailler dans la filière pétrolière française. « On n'est pas vraiment fâchés, c'est juste que l'on n'a plus le cœur à rigoler », tempère-t-il.

Autre diplômé du lycée de Damas installé sur les bords de Seine : Aboud Isreb, 61 ans, un chef d'entreprise, originaire de Lattaquié. « Damas, c'est l'ancienne capitale de l'empire arabo-musulman, c'est la ville d'où est parti Saladin pour libérer Jérusalem, elle a une place unique dans l'imaginaire arabe, dit-il. C'est pour cela que la crise syrienne déclenche autant de passions. » Il y a enfin Samir Abdoulac, 68 ans, architecte, expert en patrimoine, fils du premier chef des antiquités syriennes, qui assiste, tétanisé, à la destruction de ce à quoi lui et son père ont voué leur vie. « Tout ce qui a été bâti à coups de sacrifices depuis l'indépendance est en train de s'évaporer », soupire-t-il.

Dans les années 1950, ces quatre jeunes Syriens se côtoient sous le préau du lycée franco-arabe. Le beau bâtiment au toit de tuiles rouges scolarise les enfants de la maternelle à la terminale, dans le cadre d'un cursus entièrement bilingue. L'établissement est situé boulevard Bagdad, en lisière de la Ghouta, cette palmeraie qui nourrit l'expansion de Damas. Il a été ouvert en 1925, à l'époque du mandat français en

# Syrie Copains d'avant



1954. Photo de classe de Samir Abdoulac (3<sup>e</sup> en partant de la gauche au 3<sup>e</sup> rang).

MLF-CHAM COLLECTION SAMIR ABDULAC



1961. Photo de classe de Sami Chatila (dernier rang, 3<sup>e</sup> en partant de la gauche).

MLF-CHAM COLLECTION SAMIR ABDULAC

Syrie, par la Mission laïque, une association sous influence franc-maçonne, qui refusait d'abandonner aux congrégations religieuses l'enseignement du français dans les possessions d'outre-mer.

Le lycée de Damas et son jumeau d'Alep, qui ambitionnent de former une élite indigène, imprégnée de la culture de la métropole, ont survécu à l'indépendance de la Syrie, concédée en 1946 par une France exsangue. La « Mission » se maintiendra cahin-caha jusqu'au milieu des années 1960, date où le parti Baas, parvenu au pouvoir, nationalisera toutes les écoles étrangères. Le lycée franco-arabe sera alors rebaptisé Al-Horreya (« la liberté »), avant de prendre le nom de Bassel Al-Assad, frère aîné de Bachar Al-Assad, décédé dans un accident de voiture en 1994.

Dans ces premières années post-indépendance, l'école est soumise à rude épreu-

ve. Avec des enseignants en majorité français et des élèves pour la plupart syriens, elle se retrouve projetée sur la ligne de fracture entre le Nord et le Sud, entre le nationalisme arabe au faite de son rayonnement et les vieilles puissances européennes, cramponnées à leur empire. Farouk, Sami et Samir s'initient à l'art de la dissertation au moment où les paras français sautent sur Port-Saïd et pourchassent les fellaghas dans la casbah d'Alger. Ils découvrent Ronsard et Du Bellay en même temps que Guy Mollet – président du Conseil pendant la piteuse équipée de Suez en 1956 – et Robert Lacoste – gouverneur général de l'Algérie française en 1956-1958 et artisan de la répression anti-Front de libération nationale.

De cette époque mouvementée, ils gardent pourtant un souvenir lumineux : celui d'une communauté indissoluble,

métissée – car le lycée accueille aussi bien des chrétiens que des sunnites, des alaouites, des juifs, des Kurdes et même quelques étrangers –, mais vierge de toute barrière confessionnelle. « Personne ne demandait à l'autre de quelle religion il était, se remémore Samir Abdoulac, sur un ton rêveur. Ça paraît inimaginable maintenant, mais nous formions un tout. »

Autre motif de nostalgie, la mixité, que la « Mission », à rebours de ses rivales religieuses, se fait un devoir de promouvoir. « On faisait des surprise-parties, les filles faisaient du sport en short et personne ne trouvait rien à redire, c'était la norme », sourit Sami Chatila, qui a été conseiller municipal à Neuilly. A ce chromo de la Syrie d'avant le Baas, d'avant sa mise en coupe réglée par la famille Assad, Farouk Mardam Bey ajoute une touche per-

sonnelle : « J'avais un professeur proche du PCF, qui me refilait en douce des journaux d'opposition, comme Le Canard enchaîné et France Observateur. Grâce à lui, j'ai compris qu'il était possible d'aimer la France tout en détestant la colonisation. »

Les retrouvailles inaugurales ont lieu en 2000, dans les jardins du château de Chantilly, dans l'Oise, par un bel après-midi de printemps. Les anciens se voient ensuite pour les 100 ans de la Mission laïque, célébrés au Sénat, en 2002. Des voyages de groupe s'ensuivent, à Athènes, à Florence et en Syrie bien sûr. « C'était très émouvant, se souvient Farouk Mardam Bey, le regard pétillant. Imaginez un peu, on retrouvait toutes ces filles qui nous avaient tant fait souffrir et qui, entre-temps, étaient devenues grands-mères. »

Les trois coups de la révolution, en mars 2011, scellent la fin de cette belle histoire. Au fur et à mesure que la Syrie sombre dans le chaos, les divergences affleurent entre les anciens, à l'instar de l'opinion publique arabe, beaucoup moins unanime sur la question syrienne que son homologue occidentale. Aucun d'entre eux ne se proclame pro-Bachar Al-Assad, mais beaucoup s'inquiètent de la direction prise par la rébellion.

**Aucun d'entre eux ne se proclame pro-Bachar Al-Assad, mais beaucoup s'inquiètent de la direction prise par la rébellion**

Inconditionnel du principe de laïcité dans lequel il a été éduqué, Sami Chatila s'indigne par exemple du soutien que le Qatar et l'Arabie saoudite accordent à l'opposition. « Je n'ai pas de leçons de démocratie à recevoir d'un despote wahhabite », fulmine-t-il. En tant que chrétien, il se méfie des Frères musulmans, la formation la mieux organisée de la Coalition de l'opposition récemment créée à Doha. Il redoute surtout une « irakisation » de la crise syrienne, une dérive vers la guerre confessionnelle à outrance, dont sa communauté ferait les frais. « Au lieu de couper les ponts avec Damas, la France aurait dû pousser pour l'instauration d'un dialogue entre l'opposition intérieure et le gouvernement, quitte à maintenir Bachar au pouvoir de façon transitoire, jusqu'à l'organisation d'élections libres, contrôlées par l'ONU », dit-il.

Samir Abdoulac, lui, pousse la prudence encore plus loin. En bon esthète, allergique à toute forme d'engagement partisan, il plaide pour une forme de neutralisme. « Quand la situation est à ce point désastreuse, il est vain de chercher à distribuer les bons et les mauvais points, professe-t-il, dans le salon de son domicile parisien, décoré de peintures abstraites. L'urgence, c'est d'éteindre l'incendie. »

Se désengager ? La proposition heurte Farouk Mardam Bey et Aboud Isreb. A leurs yeux, les insuffisances de l'opposition, aussi réelles soient-elles, ne sauraient être mises sur le même plan que les menées du régime. « Parmi les anciens de l'école, il y a beaucoup de gens qui n'ont jamais été politisés et qui véhiculent inconsciemment la propagande du pouvoir, habile à se présenter comme le défenseur des minorités et le gardien de la laïcité », déplore Farouk Mardam Bey.

Un danger islamiste ? « Il ne m'inquiète pas outre mesure, dit Aboud Isreb. J'ai connu dans les années 1980 un djihadiste que j'ai converti en six mois à la modération. Il a épousé une catholique française et dirige aujourd'hui un cabinet d'architectes à Paris. A l'épreuve des réalités, même les extrémistes se mettent à changer. »

Après de ses amis de Lattaquié, une ville côtière où résident de nombreux alaouites, la communauté à laquelle appartient le clan Assad, il a souvent entendu la thèse du complot de l'étranger : elle impute la crise syrienne au seul désir des monarchies du Golfe et des puissances occidentales de casser l'arc chiite, qui va des ayatollahs iraniens au Hezbollah libanais, en passant par Damas et Bagdad. « Il y a du vrai dans cette théorie, concède Aboud Isreb. Mais s'est-on jamais demandé si le peuple syrien n'avait pas son propre agenda ? S'il ne voulait pas en finir avec la dictature, ses outils et ses symboles ? »

Liberté, égalité, laïcité, lucidité... Les anciens du lycée franco-arabe ont grandi dans le culte de ce credo républicain. Aujourd'hui, c'est au nom de ces mêmes valeurs qu'ils se déchirent. Le passé qui les unissait n'a pas résisté aux tumultes de l'actualité. ■